

*Proposition présentée par les députés :*

*MM. Antoine Bertschy, Yves Nidegger, Stéphane Florey, Olivier Wasmer, Eric Leyvraz, Gilbert Catelain et Philippe Guénat*

*Date de dépôt : 1<sup>er</sup> décembre 2008*

## **Proposition de motion**

### **Pour des logements d'urgence à destination des fonctionnaires internationaux**

Le GRAND CONSEIL de la République et canton de Genève considérant :

- l'importance considérable de la Genève internationale pour notre canton ;
- les retombées économiques très importantes résultant de la présence des organisations internationales ;
- l'image de Genève dans le monde et plus particulièrement au sein de la communauté internationale ;
- la concurrence féroce qui oppose les villes du monde entier pour l'accueil des organisations internationales et des multiples conférences qui en résultent ;
- que nombre de fonctionnaires internationaux proviennent de pays aux moyens financiers gouvernementaux limités ;
- la crise du logement endémique que vit notre canton ;
- le prix exorbitant des rares logements encore libres sur le territoire genevois ;
- que le Centre d'Accueil – Genève Internationale (CAGI) est une pièce essentielle de la politique d'accueil des fonctionnaires internationaux à Genève ;
- le savoir-faire du CAGI dans l'accueil et l'assistance dans les démarches des fonctionnaires internationaux en vue de trouver un logement,

invite le Conseil d'Etat

à prévoir la mise à disposition de quelques logements d'urgence, gérés par le Centre d'Accueil – Genève Internationale, pour les fonctionnaires internationaux.

## *EXPOSÉ DES MOTIFS*

Mesdames et  
Messieurs les députés,

En tenant compte des fonctionnaires internationaux et de leurs familles, la Genève internationale équivaut à presque un dixième de l'ensemble de la population genevoise. De plus, les retombées économiques de ce qui est un secteur d'activité essentiel pour notre Canton sont évaluées entre 4 et 5 milliards de F annuellement.

Dans le cadre de la Genève internationale sont également organisées, chaque année, plus de 4000 réunions – soit plus que New-York – réunissant un total de plus de 170 000 délégués. En outre, dans notre canton, pas moins de 160 Etats sont représentés par un consulat, une mission auprès des organisations internationales ou les deux.

Nous sommes tous conscients que la Genève internationale est essentielle pour notre économie. Mais elle l'est encore davantage pour notre notoriété. Dans le concert des villes du monde, sans les 22 organisations internationales et les plus de 500 ONG que compte Genève, elle ne serait, avec son petit demi-million d'habitants, qu'une bourgade parmi d'autres.

Cette insolente réussite suscite nombre de convoitises. Bien des villes, souvent d'une taille largement supérieure et aux infrastructures au moins aussi développées, souhaitent attirer les organisations internationales sur leur territoire. C'est le cas de villes d'Europe, notamment Vienne, La Haye ou Barcelone, mais aussi d'autres, dans le reste du monde, comme Singapour ou Hong Kong.

Dans cette compétition féroce, le bouche-à-oreille au sein de la communauté internationale mondiale joue un rôle primordial. Dès lors, la qualité de l'accueil des fonctionnaires internationaux est essentielle. Jusqu'à aujourd'hui, c'était incontestablement notre point fort. Non pas de par les poignées de mains à la descente de l'avion, quoiqu'elles puissent avoir leur rôle, mais en raison de l'hospitalité et des conditions de vie genevoise. Parmi ces dernières on trouve notamment la sécurité, la qualité des transports, le climat, la proximité du lieu de travail ou la qualité des logements. Logements qui, si leur qualité ne peut être mise en doute, se font pour le moins rares à Genève ! Et, lorsqu'il est possible d'en trouver, leurs prix sont la plupart du temps exorbitants.

De plus, contrairement à une idée largement répandue dans la population, les fonctionnaires internationaux ne roulent pas tous sur l'or. Nombre d'entre

eux proviennent de pays en voie de développement et leurs moyens financiers, ainsi que ceux de leurs gouvernements, sont limités. En raison de la crise endémique du logement à Genève, ils peinent à trouver des appartements à un prix abordable. De par leur activité, la plupart d'entre eux séjournent entre quatre et cinq ans chez nous. Ils sont donc souvent contraints de passer une bonne partie de leur séjour à l'hôtel, malgré les coûts supplémentaires que cela engendre.

Toutefois, certains ne peuvent pas se le permettre et se retrouvent dans une situation de précarité inacceptable pour l'image de Genève dans le monde.

Depuis plus de douze ans, le Centre d'Accueil – Genève Internationale (CAGI) oriente, informe et contribue à intégrer les fonctionnaires internationaux. Il leur offre également une assistance dans leurs démarches en vue de trouver un toit. Géré par des professionnels, le service du logement du CAGI accomplit un travail exceptionnel dans la situation de pénurie actuelle. Néanmoins, le centre ne possédant pas lui-même d'appartement, il est dans l'incapacité de résoudre les situations d'urgence.

Afin de ne pas diriger certains nouveaux arrivants, actifs au sein de la Genève internationale, directement à l'Hospice général ou à la Coulou, et que l'image de notre canton se détériore au sein de la communauté internationale, il serait souhaitable que quelques logements d'urgence soient disponibles pour eux. Selon nos informations, quatre ou cinq appartements, de tailles diverses, seraient nécessaires. Gérés par le CAGI, ils seraient loués aux fonctionnaires internationaux pour une courte période, en attendant que ces derniers trouvent un logement fixe.

Compte tenu de ces explications, nous vous invitons, Mesdames et Messieurs les députés, à réserver un bon accueil à cette motion.